

## L'ÉGLISE AU 19<sup>e</sup> SIÈCLE JUSQU'EN 1850

*(Conférence donnée par Yvonne Bonnamy pour NSAE Dordogne le 12 mai à Périgueux)*

### État de l'Église au début du siècle

À la fin du 18<sup>e</sup> siècle, l'Église est victime du carriérisme qu'elle a institué dans son sein et de sa collusion avec les monarchies au pouvoir. Depuis la Renaissance, il y a eu les guerres de religion avec la grande célébration de la Saint Barthélémy, le génocide de l'Amérique centrale et du Sud ("le cri du sang répandu monte jusqu'au ciel" Bartolomé de las Casas) perpétré avec la bénédiction du pape et le silence épouvantable sur la traite négrière qui permettra à certains ecclésiastiques de s'enrichir.

L'Église prétend avoir effectué sa propre réforme avec le concile de Trente en réponse aux "Huguenots". L'aboutissement du concile fut la constitution de l'Église en monarchie absolue : plus besoin de conciles pendant 3 siècles. Le pape règne toujours sur les États pontificaux, mais son souci de les conserver à tout prix, même au prix de son honneur, lui fait tout accepter d'un souverain puissant : au 17<sup>e</sup> siècle le pape applaudit aux monstrueuses dragonnades de Louis XIV après la Révocation de l'Edit de Nantes, taxe d'hérésie sur la demande du roi un théologien sans reproche, Fénelon, et pour en finir avec les jansénistes, obligera tout catholique à l'obligation d'un mensonge (dire que les propositions condamnées sont littéralement dans l'Augustinus des jansénistes alors qu'elles n'y sont pas.)

Se poursuit par ailleurs le détestable cumul entre pouvoir spirituel et responsabilités civiles, parfois directement aux ordres d'un souverain ou d'une souveraine. Ce système trouva son apogée avec Mazarin qui fut élevé au cardinalat sans jamais avoir reçu l'ordination. Au 18<sup>e</sup> siècle s'organisa une véritable conjuration diplomatique qui obtint du pape la suppression des Jésuites, les monarchies européennes reprochant à la Compagnie de Jésus son obstination à protéger les Indiens d'Amérique du Sud.

Dans cette boue, des splendeurs authentiques surgissent parfois : l'option de ces filles de la Charité créées par Monsieur Vincent et à qui les pauvres, jusqu'aux galériens, crevaient le cœur, et, pendant plus d'un siècle, la grandeur pathétique, proche de l'épopée de l'extraordinaire tentative des Jésuites sur les rives du Rio Parana pour délivrer les Indiens guaranis des agressions portugaises destinées à se procurer chez eux des esclaves. Les Pères Torrès, Gonzalez et Montoya ont laissé le souvenir de véritables héros. Sur les 200 Jésuites engagés dans l'aventure, à la suite du massacre de 1767, 30 laissèrent leur vie, les autres étant arrêtés et déportés sur l'ensemble des territoires espagnols en Amérique.

À la veille de la Révolution, l'Église de France se trouve dans un état catastrophique. Très peu d'évêques résident dans leurs évêchés et se soucient de leurs ouailles. Les plus lucides s'affligent : "la race cordière (les cordeliers) est dans l'abomination". Tout le haut clergé ne pense qu'aux revenus des évêchés et abbayes. Lorsqu'on propose à Louis XVI de nommer Loménie de Brienne archevêque de Paris, il s'exclame : "il faudrait au moins que l'archevêque de Paris crût en Dieu". Dans son ensemble, l'épiscopat français avait glissé vers le Gallicanisme, dénouant ainsi les liens disciplinaires qui l'attachaient à Rome et reconnaissant au prince un pouvoir sans limites, affranchi de toutes les lois morales et s'engageant à lui procurer la soumission des chrétiens comme à Dieu même. La cause religieuse, aux yeux de la nation se confondit avec la cause monarchique. Par contre, le bas clergé, plus ou moins éduqué, reste proche du peuple et, lors de la réunion des États Généraux en 1789, se solidariserait avec le Tiers État dans son ensemble.

Dans la société, s'est développé un courant de réflexion qui sera nommé l'Esprit des Lumières. Il ne faut pas imaginer une unanimité de pensée entre tous ceux qui relèvent de cette réflexion, regroupés dans des sociétés de pensée. Bien souvent, il n'y a là que d'honnêtes groupements d'esprits cultivés souhaitant plus d'équité dans l'organisation sociale et tous ne sont pas rationalistes, loin de là. Cependant, c'est un contresens d'évoquer les "égalitaires de l'encyclopédie". Il y a une opposition radicale entre la pensée de Voltaire et celle de Rousseau. Le pays bien organisé de Voltaire, c'est celui où "le petit nombre fait travailler le grand nombre, est nourri par lui et le gouverne." Il importe à l'État d'avoir à sa disposition une masse docile de gueux ignorants n'ayant que leurs bras pour vivre. Il veut détruire le Christianisme dans la classe aisée, mais pas dans le petit peuple : il faut des prêtres bien gouvernés, bien tenus qui fassent leur métier, qui apprennent aux petites gens, aux pauvres, la résignation.

Le parti des humbles et des exploités c'est le choix, contre Voltaire, de Rousseau et, plus tard de Robespierre.

En 1790 l'Assemblée constituante vota un décret "la constitution civile du clergé" qui réorganisait l'Église de France après la suppression des ordres religieux et la nationalisation des biens du clergé. Le nombre des évêchés était ramené à 83, celui des départements, qui étaient regroupés en 10 métropoles. Métropolitains et évêques étaient élus par les assemblées électorales des départements, les curés par celles des districts. Les prêtres devenaient des fonctionnaires rétribués par l'État. D'inspiration gallicane, car l'investiture spirituelle des évêques n'était plus donnée par le pape, mais par le métropolitain, la constitution civile sera condamnée par le pape Pie VI en 1791 provoquant une crise grave dans le clergé français qui se divisa en prêtres jureurs et réfractaires. Beaucoup jurèrent uniquement pour pouvoir rester auprès de leurs paroissiens.

## **L'empire et la Restauration**

En 1801, le pape Pie VII signa avec Bonaparte un concordat encore plus contraignant que la constitution civile, mais qui avait le mérite de ne pas être déclaré hérétique. Bonaparte, contrairement à la légende, ne "relevait pas les autels", il voulait procurer à son pouvoir une armée de prêtres fonctionnaires qu'il tiendrait dans sa main. Il lui suffirait de menacer les États pontificaux pour obtenir l'accord du pape. "S'il n'est pas le maître des prêtres, le gouvernement a tout à craindre d'eux". La hiérarchie se précipita, à peu d'exceptions près, avec transport dans la voie où l'appelait le Consul. Le résultat était prévisible : quand Napoléon disparut, l'Église de France n'était plus qu'une institution dérisoire et flétrie, sans souffle, sans âme.

L'empire avait gravement contribué à déchristianiser la France : les Rapports des préfets au pouvoir central font état d'une haine des prêtres qui sont loin d'inspirer du respect. L'œuvre à faire était immense, mais fut bâtie sur un contresens. Quand remontait sur le trône le Roi Très-Chrétien Louis XVIII, l'Église attendait de cette restauration un renouveau de l'esprit religieux en oubliant que ce retour se faisait dans les fourgons de l'étranger et sans aucune vraie volonté populaire. C'est à la contrainte liée à l'action du bras séculier qu'allait s'appuyer le catholicisme français : obligation dans l'armée de faire son jubilé, à Rouen d'afficher aux portes des églises les noms de ceux qui ne font pas leurs Pâques, éclatement des Universités où le droit de donner l'autorisation d'enseigner passe des recteurs aux évêques, attaques de la presse, l'abbé Liautard allant jusqu'à recommander à Charles X, roi bigot s'il en fut, d'interdire la formation de nouveaux ouvriers imprimeurs et l'ouverture de nouvelles fabriques de papier. Le haut clergé se croit tous les droits. Même si le catholicisme est dans la Charte reconnue religion d'État, la loi du sacrilège permet de punir la profanation des temples protestants au même niveau que les églises catholiques ! Tollé de l'Église !!!

La haine allait croissant contre le trône et l'autel. Lamartine parlait avec irritation de ces "missions politiques et congrégations de police" qui travaillent si bien à "dépopulariser jusqu'au nom même de Dieu". Les 30 évêques qui furent nommés étaient tous des hommes de l'ancien temps, tournés nostalgiquement vers un passé mort et oublié d'un présent qu'ils ne comprenaient guère.

L'Église se coupait toujours plus du peuple. Dans cette Église riche et puissante qui parlait le langage des maîtres de la terre, le peuple cessait de se sentir chez lui. Cette alliance reposait sur une méprise : l'Église attendait de l'État qu'il l'aide à conquérir des âmes tandis que l'État ne voyait en elle qu'un moyen d'agir sur les consciences pour les plier à son despotisme : l'incrédulité est assez généralement répandue dans les hautes classes qui jouent aux protecteurs des prêtres surtout quand ils prêchent le gallicanisme. Si l'Église s'avisait de vouloir agir selon sa mission, une insurrection éclatait contre elle dans les rangs mêmes de ceux qui se prétendaient ses plus chauds défenseurs. Entre un peuple dont elle perdait l'audience et un pouvoir qui la voulait servir, l'Église était à la fois compromise et garrotée. Les voltairiens voulurent aller trop vite et, en 1830, renversèrent le roi trop tôt : le catholicisme français ne doit qu'à cette erreur providentielle d'avoir survécu à la Restauration.

Deux hommes essayaient en vain de crier la vérité : le baron d'Eckstein et Lamennais. D'Eckstein, d'origine juive, puis protestant puis catholique, homme sincère, ouvre les yeux sur l'état des esprits en France. Il prêche pour, aux yeux de l'Église, la reconnaissance d'une légitimité républicaine égale à la légitimité monarchique. Toute contrainte exercée contre les opinions est puérile en elle-même et ne peut que nuire à la doctrine que l'on veut établir. Le drame qui allait emplir tout le siècle, d'Eckstein le voit avec horreur : une ère commerçante et fabricante s'inaugure, le monde va se transformer en une grande maison de banque et une vaste fabrique. Quant aux grands possédants et chefs d'industrie, tous gens d'ordre et gens de bien : "vous voudriez faire de la partie inférieure de la société une bête de somme bien docile et faite pour supporter tous vos caprices."

Lamennais met en cause la souveraineté quand elle ne s'exerce pas au profit du bien commun. "Il serait temps, ce semble, qu'on cessât ou d'opprimer l'Église ou de vanter la protection qu'on lui accorde." Lamennais met aussi en lumière les dangers du gallicanisme mettant le roi au-dessus des lois. Ce qu'il réclame des chrétiens c'est qu'ils séparent leur cause d'un pouvoir qui ne feint d'honorer leur foi que pour en utiliser la puissance à ses fins toutes humaines. "Pour sauver le monde, il faut une parole qui parte du pied de la croix". Mgr de Quelen, archevêque de Paris, fait saisir et détruire la 2<sup>e</sup> partie du livre de Lamennais "*De la religion*", mais le pape Léon XII se refusa à le condamner, déclarant à Chateaubriand : "la religion catholique a prospéré au milieu des républiques comme au sein des monarchies, elle a fait des progrès immenses aux États-Unis." Poussé par de grands prélats comme Mgr de Quelen qui lui promet de grands succès de guerre civile, Charles X en juillet 1830, déchire la Charte, rétablit par ordonnances le pouvoir absolu du roi. Quinze jours plus tard, la révolution emportait son trône et la France allait connaître un déchainement anticatholique d'une incroyable violence.

Durant la Révolution des 3 glorieuses, aucun prêtre ne pouvait se risquer dans Paris en soutane, Saint-Germain-l'Auxerrois était mis à sac, l'archevêché envahi, pillé, sa bibliothèque jetée à la Seine. Les séminaires étaient attaqués par la foule et ravagés, des évêques s'enfuirent à l'étranger. À travers toute la France, par milliers, les croix sur les places et les carrefours principalement celles portant des fleurs de lys furent abattues par milliers. Les pièces ordurières de prêtres et de religieuses se multipliaient au théâtre. "La vieille religion est radicalement morte, elle est déjà tombée en pourriture." Henri Heine.

## La monarchie de Juillet et le capitalisme triomphant 1830-1848

Avec Louis-Philippe d'Orléans, la France venait de passer au pouvoir de gens décidés à faire ou à accroître leur fortune et qu'avait gêné la Restauration en les écartant au profit de la haute aristocratie. Il fallait que l'État leur appartînt pour organiser un système où ils auraient légalement à leur discrétion les biens de la France et le travail des Français. Ils avaient jeté leurs salariés à l'assaut du trône après, suite aux ordonnances, les avoir réduits au chômage, mis sur le pavé (à barricades) et armés. Déjà, Adolphe Thiers, un remuant petit journaliste d'opposition (à ce qui n'est pas son intérêt) jette feu et flamme devant son encrier du *National*. L'affaire faite, les bonnes places prises, on s'occupa sans retard de rappeler au respect de l'ordre ce prolétariat qu'on avait lancé dans la bataille juste le temps nécessaire.

Aux ouvriers qui ne comprirent pas rapidement le sens de la manœuvre, on fournit les explications nécessaires. À ceux qui demandent à la Chambre une augmentation de leur salaire, on répond avec un douloureux étonnement qu'après tant de courage et de dévouement durant les journées de Juillet, ils veulent porter atteinte à la liberté (des salaires) si nécessaire au développement de notre industrie. La réduction de la journée de travail (de 14 à 17h par jour) que l'on demandait de ramener à 12h fut refusée à Rouen. Lorsque les Canuts, à Lyon, négocient grâce à un préfet intelligent (22 chefs d'atelier et 22 fabricants) un revenu minimum, l'accord est attaqué auprès du ministre du Commerce qui le désavoue et envoie l'armée réduire la révolte qui s'ensuit. Pourtant, les canuts qui ont pris l'hôtel de ville se conduisent d'une façon exemplaire annonçant que vols et pillages seraient punis de mort. Casimir Perrier, Président du Conseil, révoque le Préfet, trop content de punir un homme qui s'était déjà opposé à Lyon à un coup financier de sa part. Le mot d'ordre officiel est de dénoncer les révoltes ouvrières comme fomentées par le parti-prêtre.

Louis-Philippe prit quelques mesures propres à flatter l'anticléricalisme : enlever la croix du Panthéon et dans les palais de justice, refuser les réparations à l'archevêché et à St-Germain. Il se cramponnait au concordat qui lui permettait de surveiller les matières religieuses, les rapports de l'épiscopat et du pape et interdisait aux évêques de tenir des assemblées.

Cependant un revirement inattendu se produisit dans les sentiments du peuple à l'égard de l'Église. Cette foi que l'on voyait agonisante, peu d'années suffirent pour qu'on la vît renaître, affirmer sa présence et son rayonnement. "Nous touchons à un 3<sup>e</sup> âge où le christianisme va pénétrer la vie sociale, l'ordre des cités et des nations. Car les hommes commencent à ouvrir les yeux sur les grandes lois que le Christ a donné au monde et qui ne valent pas seulement pour la personne, mais pour tous les rapports humains". (Lamartine)

Les prêtres se retrouvent, par les efforts mêmes du roi dirigés contre eux, libres de toute servilité à l'égard du pouvoir. Les 20 évêques excédant le nombre prévu par le Concordat et que Louis-Philippe voulait supprimer proposèrent immédiatement de renoncer à tout honneur officiel et tout traitement pourvu qu'ils puissent continuer à s'occuper de leurs ouailles. Les audacieux de *l'Avenir*, groupés autour de Lamennais, bien que freinés en 1832 par Grégoire XVI surtout préoccupé de ses États pontificaux, militaient pour l'idée républicaine. C'était une grande chose pour l'Église que quelques-uns de ses enfants les plus fidèles comme Lacordaire ou le Montalembert de ce temps eussent apporté le témoignage que les chrétiens plus que quiconque connaissaient le prix de la Justice et de la Liberté.

Ils étaient conscients que, pour ce pays qui ne connaissait plus la vérité divine, il fallait restituer le message de Jésus-Christ. Entre les jeunes regroupés autour d'Ozanam, les sermons brûlants de foi de Lacordaire et le travail efficace de l'œuvre de St Vincent de Paul, le résultat fut qu'en 3 ou 4

ans, les dispositions d'esprit du public à l'égard du catholicisme se transformèrent : pourquoi ? par le souci que prit le clergé de rester étranger à toute passion politique, par l'activité des asiles, des ateliers, par le zèle qu'il déploya à instruire et à consoler, c'est-à-dire par le simple exercice de son ministère. Les rationalistes du *Globe* et du *siècle* eurent beau essayer de réanimer les passions antireligieuses et d'affecter l'effroi devant la "renaissance de la domination ecclésiastique", ils n'eurent aucun succès auprès du peuple.

La question des prolétaires avait été très aigüe : "Il faut en finir", disent les gens de bien. D'abord les grèves des charbonnages avaient été écrasées en 1834 puis les canuts, exsangues, mais toujours, bien que traités de canailles, aussi disciplinés connurent 6 jours de massacre s'achevant dans l'église des Cordeliers. Ensuite l'immonde Thiers, ministre de l'Intérieur et qui veut donner des assurances, tend aux ouvriers parisiens le piège qui finira dans la tuerie de la rue Transnonain ("pas de quartiers, il faut faire un abatis", ordres de Thiers et de Bugeaud). La même année : loi du 10 avril interdisant toute association ouvrière et le roi se félicitant devant la chambre que la criminelle audace de la canaille ait reçu l'accueil qu'elle méritait. Certains comme Lamartine "l'horrible volcan sur lequel l'industrie repose" ou le Comte de Ludre sont conscients : "le peuple a eu son lot : de la misère quand il s'est tu, de la mitraille quand il a osé se plaindre".

Louis-Philippe, sceptique, et Guizot, protestant voltairien entendaient profiter au mieux de leurs intérêts de la sympathie que retrouvait l'Église dans la nation. Ils regrettèrent de n'avoir pu mettre en place le plan qui sera celui de Thiers en 1849 : donner au clergé, non seulement la surveillance, mais la direction exclusive des écoles chrétiennes. Les plus antireligieux reconnaissent l'utilité politique d'une religion et on pense à donner le secondaire à l'enseignement religieux : "le clergé, sublime conservateur de l'ordre public !"

Ce qui protégea à protéger l'Église de France des compromissions meurtrières, ce fut la grande querelle scolaire qui jeta providentiellement les catholiques dans l'opposition. Dans sa charte Louis-Philippe avait promis de renoncer au monopole de l'Université établi par Napoléon. Or si on voulait bien confier à l'Église les enfants des milieux peu éclairés pour former des générations résignées, pour les enfants des classes éclairées, il n'en allait pas de même et ils refusaient pour leurs enfants cet enseignement : d'où refus de la liberté de l'enseignement secondaire ce qui fut la grande affaire du catholicisme intégriste durant 10 ans. Des flots d'insultes et de mauvaise foi immonde, de vomissures outrageantes sur l'enseignement public recouvraient la réclamation dans la dignité des Lacordaire et Ozanam qui ne cachaient pas leur tristesse et leur écœurement devant ces procédés. Comme il était facile de le prévoir, l'anticléricalisme ressuscita avec autant de violence, mais le roi n'était pas disposé à aller trop loin, ne voulant pas rabattre les catholiques vers le légitimisme. Il essayait de ménager la chèvre et le chou, prétendant avoir obtenu du pape la suppression des Jésuites en France (ce qui était faux) tout en en fermant que 3 maisons sur trente.

La vie parlementaire ne regroupait que deux partis qui en fait constituaient le même parti : toutes les fois qu'on se disputait le pouvoir ministériel, il y avait 2 partis, mais quand il s'agit de dépouiller la nation, il n'y en a qu'un. Cependant les années du régime furent l'âge d'or de quelques familles qui, dès lors, possédèrent la France. Pas d'économie dirigée, mais une économie accaparée. C'est le régime de la féodalité industrielle qui s'instaure. Il n'y a pas d'autre gouvernement que la banque, le roi et les chambres n'existent qu'à condition de satisfaire leurs exigences.

Pendant ce temps, sur une population de 34 millions d'habitants, la France est aux mains de 200.000 possédants au sens large (les grands possédants sont beaucoup moins nombreux) alors qu'à Paris, 1 indigent sur 12 habitants est répertorié contre 1 sur 6 dans le Nord. La population

manufacturière pour des journées de 15 heures gagne en moyenne pour 30 sous par jour. Il y a une notoire augmentation de la mortalité infantile : les chances de vie pour les enfants de manufacturiers étaient de 28 ans et de 17 à 19 mois pour les enfants de travailleurs.

En face de ces solennelles impostures, des voix chrétiennes s'élevaient pour dénoncer l'oppression et crier la vérité. Ozanam : "une grande chose est faite : la séparation du trône et de l'autel". L'abbé Dupanloup ne demandait pour le catholicisme que "la paix dans la liberté et dans la justice." Mgr Parisis proclamait "l'accord de la doctrine catholique avec les formes de gouvernement modernes" l'Abbé Bautain à Notre-Dame exaltait "l'union du catholicisme et de la liberté". D'autre part, les militants de *l'Avenir* avaient attaqué un système fondé sur l'intérêt de quelques privilégiés qui tend à accroître toujours davantage la misère du pauvre en concentrant les richesses dans quelques mains. "La question des pauvres est une question de vie ou de mort pour les 5/6 du genre humain" (Lamennais). *L'avenir* réclamait le droit de coalition pour les ouvriers et conjurait le prêtre de se faire toujours plus l'homme du peuple,, le confident de ses misères, l'interprète de ses besoins. Toute une littérature catholique fleurit pour dénoncer l'oppression sociale. Chateaubriand revient sur la distribution de la propriété : "Quelques individus détenant chacun plusieurs millions de revenus et des multitudes sans nom, des troupeaux affamés", "le salaire n'est que l'esclavage prolongé". " Pour dernière ressource, les prolétaires, il vous faudra les tuer", ce que l'on fera, effectivement. Armand de Melun, né dans une famille riche, qualifié de rêveur, de naïf, d'inadapté avait résolu de vouer sa vie à l'œuvre sociale de l'Évangile, mais n'a aucun succès devant la Chambre en 1846. Ozanam criait son dégoût devant cette bourgeoisie dont l'égoïsme veut tout retenir.

Les prêtres deviennent, en tant que subversifs, surveillés par la police surtout quand ils favorisent des réunions d'ouvriers dans les paroisses. Buchez, Roux-Lavergne sont des noms de chrétiens convaincus. Les ententes des trusts font encore baisser le prix de journée des ouvriers qui seront mâtés par la force et la famine et Lamartine, connu pour être chrétien, proteste auprès de la chambre des conditions de vie faites au peuple : "Cet ordre est-il l'ordre ?" Il annonce au roi "l'inévitable révolution du mépris". La session de la chambre de 1847 fut nommée session des scandales, pluie de boue.

Cependant quelque chose se passait à Rome. Le nouveau, pape Pie IX, élu le 17 juin 1847 s'était engagé dans les États pontificaux dans une politique temporelle inattendue : libération des libéraux emprisonnés, révision de la législation civile et criminelle, établissement d'une constitution bénéficiant d'un contrôle populaire. De toutes parts, les opprimés regardent du côté de ce pape qui vient à leur secours. Pie IX dressait contre lui en Europe l'irritation des chancelleries et à Rome, la fureur des privilégiés. Pour Ozanam, il prétend supprimer l'ancienne séparation entre la conscience morale et la conscience politique et pousse à se tourner vers la démocratie et "vers le peuple qui ne nous connaît pas".

## **La révolution de 1848**

Aussi, lors de la révolution de 1848, étonnés, les possédants assistèrent à un déchaînement de passions révolutionnaires respectant l'Église. Le peuple victorieux entoure la religion d'un respect unanime. De toutes parts, le peuple conviait les prêtres à bénir les arbres de la liberté. Des prêtres étaient dans les rangs de ces travailleurs et pendant qu'on se battait encore sur les barricades, Mgr Affre ordonnait au clergé de Paris de transformer sur l'heure plusieurs églises en ambulance même si l'office du dimanche devait être supprimé. Ce haut prélat, représentatif de la très grande majorité du haut clergé, ordonnait services pour les morts, quêtes pour venir au secours pour les familles endeuillées et le 8 mars, se rendait à l'Hôtel de Ville pour apporter son adhésion à la République où il voyait l'œuvre de Dieu. Le 4 mai, quand l'Assemblée se réunira pour la première

fois, Lacordaire dans sa robe blanche de dominicain se verra acclamé par la foule et porté en triomphe devant le palais Bourbon.

La révolution de février était plus sociale que politique et le Gouvernement provisoire ne s'y tait pas trompé, instituant le droit d'association pour les ouvriers et même, le droit au travail. Cependant, les rédacteurs du *Correspondant* dissimulaient mal, devant ce qui se passait à Rome, leur désapprobation terrifiée : ce pape risquait de faire passer les catholiques pour des gens de gauche. Il y avait une véritable émeute des salons. Il fallait pour eux renouer bien vite cette alliance "bien naturelle et bien logique" entre les propriétaires et la religion dont les ennemis étaient déclarés identiques : les communistes alors que les hommes d'État (l'ordre) et les bons chrétiens sont d'accord (Montalembert applaudi par Guizot et cette raclure de Thiers). À l'ogre populaire soudain ressurgi en février 48, on prodiguait, chez les nantis tremblants de peur, des sourires, mais en cherchant comment, au plus tôt, lui remettre ses chaînes. Montalembert se donne l'allure du chantre de la république, mais confie à ses carnets intimes son désespoir devant la chute qui l'a précipité d'une position éminente au niveau de la foule. La panique bourgeoise comparait les villes de France à celles qui avaient été envahies par les Huns et les Goths !

Les industriels, redoutant d'odieux décrets gouvernementaux ou d'inadmissibles ingérences des travailleurs dans leurs comptes, fermèrent les usines. Quelques semaines de manque à gagner leur étaient supportables alors que ce surcroît de misère devenait pour les ouvriers un désastre. À la Bourse, les cours s'effondrent engageant une pression d'asphyxie sur le pouvoir qui pourtant n'esquisse pas le moindre geste de contrainte (il y a eu des révolutionnaires plus méchants que ceux de 1848, mais je ne pense pas qu'il y en ait eu de plus sots. Tocqueville).

Les catholiques français vont refuser la chance extraordinaire qui s'offre à eux : ce renouveau de confiance qui se manifestait dans le peuple envers l'Église et ce qu'elle signifie, ils vont le gâcher, le piétiner, se reniant eux-mêmes dans une trahison sans mesure alors que les intérêts supérieurs de la foi n'étaient pas menacés, bien au contraire. Le gouvernement provisoire désirait établir comme de nombreux croyants l'avaient demandé sous Louis-Philippe (et le demandait encore Mgr Affre) la séparation de l'Église et de l'État avec l'accord du Saint-Siège. Pie IX avait envoyé en avril deux hauts intermédiaires : l'État ne paie plus le clergé (graduellement), mais n'intervient plus dans la nomination des évêques et toute liberté était assurée à l'Église en particulier en matière d'enseignement.

C'est alors que ceux qui tremblent de ne pouvoir poursuivre leurs exactions économiques et de ne plus voir l'État s'occuper uniquement de leurs intérêts décident de défendre une religion qui n'avait pas besoin d'être défendue : la Propriété se confondit avec Dieu (Flaubert), s'attaquer à la Propriété, c'est la barbarie (Montalembert). Dans ce pauvre et féroce mouvement de l'instinct possessif chez les bien-pensants de 1848 tient en vérité tout le secret de la catastrophe que va connaître à cette date le catholicisme français et qui ne cessera plus de peser sur son destin. L'abbé Maret, Ozanam et Lacordaire lancent un nouveau journal, *l'Ère nouvelle*, pour réclamer un partage plus équitable des biens. Mgr Affre soutenait le journal ce dont il s'était abstenu sous le précédent gouvernement. Tout de suite 6000 abonnés, 20.000 exemplaires, mais, immédiatement, une campagne de calomnies est lancée contre le journal et ceux qui le soutiennent et le *Correspondant* condamne les audacieuses utopies qui entretiennent l'agitation dans la classe ouvrière et espère que le gouvernement provisoire n'oubliera pas qu'il est provisoire et n'est là que pour expédier les affaires courantes administratives.

Les élections générales étaient attendues avec une grande impatience par les gens de droite qui se persuadaient qu'ils trouveraient dans la docilité et l'analphabétisme paysans une arme toute puissante. Trois arguments devaient servir à soulever les paysans contre le gouvernement

provisoire : \*l'ajout des 45c par franc aux 4 principales contributions (rendus obligatoire par l'étranglement de l'État par les banques) \* la guerre (révolution = guerre à l'étranger) \*les partageux (ils vont confisquer vos champs). Le seigneur règne toujours et les curés de campagne, fort incultes pour la plupart et mal payés sont les commensaux du seigneur. Le résultat fut triomphal : légitimistes et orléanistes formaient une majorité écrasante.

Maintenant on allait mettre au pas ceux qui prétendaient non seulement changer les institutions politiques, mais remanier la société. Avec l'aide de Dieu, venait l'époque des désenchantements salutaires (Falloux). On voulut pousser Lamartine, mais il ne voulait pas servir la réaction. Le *Correspondant* se tourna contre lui : n'avait-il pas approuvé une taxe sur les voitures de luxe et voilà qu'il refusait de combattre Ledru-Rollin ! Considéré comme un traître, il fut couvert d'un déluge de calomnies. Trois évêques, quinze prêtres dans cette assemblée, on n'avait jamais vu cela. Lacordaire siégeait à l'extrême-gauche, tout en haut, mais le 18 mai devant ce qu'il pressentait et refusant de servir d'alibi, il démissionna. Maintenant, le gouvernement et les nantis non seulement attendent des mouvements de désespoir des masses ouvrières, mais ils les provoquent, les canons sont prêts, la garde nationale fourbit ses armes. Des manufacturiers viennent pousser un cri de détresse à la tribune en rapportant les exigences insensées de leurs ouvriers. Ces catholiques s'affolent du socialisme qui, son nom l'indique, s'attaque à la forme sociale que Dieu même a fondée.

Soutenu par Montalembert, l'ignoble Thiers a été élu par Rouen. Voltairien, il tient la Superstition pour indispensable à la plèbe. Il était l'image exemplaire du cléricalisme sans Dieu. Le levier choisi pour obtenir l'émeute fut les Ateliers nationaux. Organisés pour sauver de la famine les chômeurs, ces ateliers ne devaient pas faire la preuve que des ateliers d'état pouvaient produire à des prix tels, que le scandale des ateliers privés serait révélé nettement. Il importait donc de dénaturer le système et, sous une apparence d'essai, saboter, condamner d'avance tout effort d'organisation du travail. Ils furent rapidement organisés de manière à être improductifs et inutiles. Payés sans travail efficace, les ouvriers des ateliers nationaux que la bourgeoisie qualifiait de "fainéants" suscitèrent envie puis colère de la part des autres travailleurs et pseudo-colère des gens de bien contre cette insigne dilapidation des fonds publics. Avec une insigne mauvaise foi, on affecta de rendre Louis Blanc et les socialistes en général responsables d'une institution faite pour les diviser. Il suffisait maintenant de les fermer, que les ouvriers condamnés ainsi se soulèvent et s'engagent dans ce piège mortel tendu avec le soutien de Montalembert, "cet athlète dévoué à la cause de Dieu" (Falloux). L'insurrection de juin fut un soulèvement, désiré, préparé, obtenu, un spasme d'affamés. "C'est la barbarie qui a osé lever la tête contre la civilisation" (l'avocat Marie). Les gens de bien font coup double : ils ont recruté et donné de la considération aux pauvres et aux voyous engagés dans la garde mobile et ce sont eux qui vont mourir. La résorption du prolétariat s'accomplissait au mieux : les pauvres meurent des deux côtés de la barricade.

Pourtant les insurgés de la misère contrairement à ce qui était annoncé ne pillent rien et s'abstiennent de tout vol (une bijouterie cernée de barricades restera ouverte et intacte) ce que constatent avec un étonnement mêlé de mépris railleur les donneurs d'ordre du massacre. Pourtant, même si le *Correspondant* constate qu'ils ont respecté les églises, les insurgés sont néanmoins des criminels et des impies qui se sont révoltés contre l'ordre du Ciel. Mgr Affre qui voit l'écrasement promis aux insurgés veut s'entremettre ce qu'on ne peut refuser à l'archevêque en invoquant le ciel. La fusillade s'interrompt. Reçu avec respect par les insurgés, il traverse les barricades, mais la mobile veut profiter de son passage pour le suivre : il s'ensuit un incident et une balle, au mieux perdue, atteint Mgr Affre dans le dos. Horrifiés, bouleversés, les insurgés se précipitent de toutes parts (ce n'est pas nous, ce sont ces voyous de la mobile) le portent dans leurs bras dans une ambulance, mais Mgr Affre expire le lendemain, salué par le journal socialiste



le *Considérant* (Sur votre lit de souffrances, Mgr l'archevêque, recevez l'hommage de notre admiration... Vous avez fait votre devoir au péril de votre vie... Soyez béni.). Plus rien n'arrête la répression : le 25 juin 1848, jour de la Fête-Dieu, les canons, crevant d'obus les maisons ouvrières assurèrent la "glorieuse victoire" de la "France honnête" sur la "France anarchique et corrompue". "Hosannah" s'écrie le *Correspondant* éperdu d'ivresse, "Loué soit Dieu ! Sa miséricorde est plus grande que sa justice ! sauvés ! sauvés ! Le mot de confiance a reparu, le commerce se ranime, les fonds publics remontent avec rapidité. On se sent vivre enfin ! " "Ce n'est pas nous qu'une sensibilité peu chrétienne poussera à retenir le bras de la justice." Le 27 encore, la chasse aux fauves continue dans les bois de Romainville, dans les carrières de Montmartre et de la Butte Chaumont où s'étaient enfuis des ouvriers hagards et leurs familles. Carnage au Carrousel, carnage au Père-Lachaise, carnage place Saint-Jean rue Lobau. On fusille au petit bonheur. Tout ce qui porte une blouse est suspect. Les gardes bourgeois tirent par les soupiraux dans les caves des Tuileries où étaient parqués dans les ténèbres et la boue des souterrains des bords de l'eau des centaines de captifs. On va voir les cadavres au faubourg St Antoine, les élégantes visitent en voiture les quartiers "immondes" pour y contempler la besogne des canons.

Les prisons regorgeaient de détenus et c'est à ce moment que Sénard imagina la transportation : la déportation aurait exigé une décision de justice alors on créa un nouveau délit qui n'avait pas besoin de jugement : les transportés mouraient beaucoup sous les Tropiques et on y comptait bien. Mgr Parisis voulut lire à la Chambre un certificat obtenu par les ouvriers du faubourg St Antoine indiquant que la balle qui avait tué Mg Affre n'était pas partie de leur rang, on lui imposa silence comme à Pierre Leroux qui demandait un peu de clémence pour les insurgés. Dès le 30 juin, on abroge le décret de mars portant limitation de la journée de travail. On est délivré du spectre de l'impôt progressif et du projet de loi d'impôt sur les successions. Par contre, on rétablit l'impôt sur le sel et on vote pour le patronat d'opulentes subventions. Lamennais souhaitait qu'on eût au moins la franchise de cesser d'appeler "république" le régime qui s'instaurait. On s'appuie sur l'élément militaire et l'élément religieux et tandis que l'ordre règne dans les caves de Lille, les greniers de Rouen, les tanières des canuts de Lyon et les cimetières de Paris, on célèbre une grande messe place de la Concorde pour les morts de juin, les bons morts, cela s'entend.

Cavaignac n'avait pas osé faire interdire l'*ère nouvelle* qui est dénoncée chaque jour comme "sans culotte". La petite poignée d'hommes libres continuait désespérément le combat même si dès juillet plusieurs évêques choisirent d'interdirent à leurs diocésains la lecture de ce journal rouge. Déchiré du spectacle de la misère qui dévorait Paris, Ozanam jette dans 4 articles tout ce qu'il avait dans l'âme de douleur, de courage et d'espérance. Il dénonce ce conservatisme social comme issu de l'enfer et s'élève avec feu contre ceux qui ne virent jamais dans la doctrine de résignation qu'un artifice du clergé pour assurer le repos des grands par le silence des peuples. Il regarde en face ce grand problème de la propriété. "Le pain que vous gardez, c'est celui de l'affamé, le vêtement que vous enfermez c'est celui de l'indigent qui reste nu, la chaussure qui périt chez vous est celle du misérable qui marche déchaussé et c'est l'argent du pauvre que vous enfouissez dans la terre." Il démasque les banquiers qui ont su si bien ralentir la circulation monétaire, il dénonce les manufacturiers qui "n'ont d'autre loi du travail que leur intérêt personnel et humilient les pauvres jusqu'à n'en faire que les instruments de leur fortune et qui poussent la perversité jusqu'à détourner de leurs ateliers tout ce qui pourrait y introduire la tempérance et l'économie, persuadés que le vice en déshonorant le travailleur le rend plus maniable et le livre mieux à la discrétion du maître." Il dénonce la fausse charité que l'on fait faire par la main des laquais au lieu de la rendre inutile en comblant les besoins élémentaires.

La réponse des gens de bien, Montalembert l'apporte à la tribune de l'Assemblée en flétrissant ces doctrines novatrices qu'emplit un désir immodéré de jouissance et qui conduisent à l'état de

révolte contre l'autorité sociale. Il proclame sa doctrine sociale de l'Église : s'abstenir et respecter ! "Résigne-toi à la pauvreté et tu en seras récompensé et dédommagé éternellement." "Quand des écrivains catholiques viennent défendre le droit au travail, l'impôt progressif, le papier-monnaie et d'autres erreurs de ce genre, on doit les plaindre, mais on peut se rassurer : la société française ne manquera pas d'être énergiquement défendue". Par ailleurs, il s'efforçait d'obtenir à Rome la condamnation d'Ozanam. Le tirage de *l'ère nouvelle* ne cessait de baisser, Ozanam s'acharnait à ne pas perdre cœur, mais le spectacle qui s'offrait à lui le ravageait. Lacordaire déclarait que "les journaux de Montalembert seront causes qu'à la prochaine émeute, on tombera sur les églises et les prêtres. Je ne veux pas avoir ma part dans cet horrible résultat".

Pendant ce temps, cette ordure de Thiers était éblouissante contre les chrétiens mystiques et démocrates qui confondaient en un langage étrange l'obligation légale et le devoir de charité. Le droit au travail : un moyen de donner de l'argent aux feignants, la nationalisation des grandes entreprises, une absurdité. En matière économique, une seule règle : l'abstention de l'État, le patron reste maître chez lui et quoi qu'en disent les démagogues et leurs mensonges, l'ouvrier est aujourd'hui plus riche et plus heureux qu'il l'ait jamais été. Et pourtant "la propriété" reste sur le qui-vive, la garde mobile devient inquiétante : on l'envoie en Algérie et on la licencie pour mettre à sa place des troupes de ligne, bien en mains celles-là.

L'élection à la Présidence de la République vit surgir l'aventurier au grand nom, viveur perclus de dettes, mais qui paraissait propre à respecter la famille et la propriété. Cavaignac, on l'avait adoré en boucher, mais, après tout, il apparaissait républicain, même si sa république n'était pas inquiétante, et c'était le fils d'un régicide. Montalembert fit violemment campagne pour Louis Bonaparte. À Rome, Rossi, ministre de Pie IX avait été assassiné après avoir imposé au clergé romain et aux corporations religieuses une contribution de 4 millions d'écus. Une émeute républicaine éclatait qui ne voulait pas chasser le pape, mais faire cesser son état de prince temporel. Cavaignac partit avec un corps expéditionnaire pour secourir le pape. Il y eut surenchère de déclarations entre Cavaignac et Bonaparte pour se rallier les suffrages catholiques et ce fut Bonaparte qui fut élu.

Un puissant parti dit catholique s'était constitué : le grand parti de l'ordre et du bon sens. Un comité central s'organisait pour diriger les votes des citoyens mal éclairés peut-être, mais raisonnables. Montalembert envoie une circulaire aux évêques pour qu'ils conseillent de bien voter leur promettant la liberté d'enseigner, la liberté des séminaires, la liberté des conciles et conserver le traitement prévu par le concordat en faveur du clergé. En même temps, on règle son compte le 31 mars 1849 à *l'Ère nouvelle* par l'entremise du marquis de la Rochejacquelin qui à cette occasion déshonora sa parole de gentilhomme, la reniant à peine donnée (il s'était engagé à ne rien changer, ni à son esprit, ni au personnel de ses rédacteurs qu'il chassa dès le lendemain) et qui ne régla que 30% de la somme stipulée dans l'acte de vente et encore à la suite d'un procès.

La chasse aux républicains est vigoureusement conduite sous ce qui prétend s'appeler encore une république, on contrôle, on dénonce. Les journées de juin avaient traduit la claire volonté de la providence d'implanter de nouveau la religion en France et dans le *correspondant* : "La régénération religieuse se manifeste par des signes consolants et sublimes" et "on voit partout des preuves du plus heureux et du plus consolant retour des esprits vers la Religion". "Il n'y a voltairien affligé de quelques mille livres de rente qui ne veuille envoyer tout le monde à la messe à condition de n'y pas mettre les pieds" (Ozanam).

En clair, si l'immonde Thiers et bon nombre de libres-penseurs de la veille se découvraient des tendresses subites pour l'Église, c'est que les élections de 1848 et 1849 leur avaient prouvé combien était opérante encore sur les masses rurales la parole du clergé. Tant que le suffrage avait

été censitaire, la garantie de la fortune protégeait les chambres, mais avec le suffrage universel, il fallait les votes de très petites gens et comment y réussir sans une Église soutien. On promettait tout ce que voudraient leurs Éminences et on retirait les imprudentes paroles de naguère où on disait haut et clair son fait à la superstition. Mais que l'Église se montre bonne et ne joue pas le tour affreux, suivant des fous comme Ozanam, de passer aux Barbares.

“S'ils veulent, ils nous tiennent ! Nous sommes combien ? deux ou trois centaines de familles ; et eux tout le reste. Pas moyen de tous les tuer, et, d'ailleurs, c'est de leur travail que nous vivons.” (Villeneuve-Bargemont). Il n'y a donc plus que cet espoir : la berceuse, l'anesthésique, le philtre endormeur, les niaiseries chrétiennes. Cela prend encore sur les imbéciles. Tant qu'ils croiront au paradis, nous serons sauvés.

Ce ne sont plus les Ozanam ni les chroniqueurs de *l'Ère nouvelle* qui défendent les valeurs du christianisme, ce sont les Thiers, les Cousin, les Falloux, tous voltairiens, qui défendent son alliance naturelle avec les autorités constituées. Dans les heures graves, les gens de bien doivent se rechercher les uns les autres pour s'entretenir en commun des moyens d'une vaste reconstruction sociale.

La loi sur l'enseignement à laquelle Falloux va donner tous ses soins concerne en vérité beaucoup moins l'enseignement que la sécurité sociale. Pour le présent, le canon, les massacres, pour l'avenir, une bonne loi scolaire. Les campagnes ont voté comme il faut : “nos paysans ont bien voté” George Sand). Il faut protéger la masse paysanne des républicains, fussent-ils catholiques. Les ouvriers, le sabre de Louis Bonaparte est là, les ruraux, on s'en remet au clergé pour les tenir. Thiers, de l'aveu même de Falloux, exalta au cours des réunions un énergique appel au sentiment religieux, seul capable de vaincre une imminente anarchie. Le salut, c'est l'Église et l'armée !

En vérité, Thiers aurait désiré qu'on laissât de côté l'enseignement secondaire, pensant que les jeunes bourgeois des lycées n'avaient pas besoin des “balivernes du catéchisme” pour se défendre contre les doctrines subversives et il eut été favorable au maintien du monopole d'État pour l'enseignement du second degré pour maintenir la libre discussion philosophique. Il fallait une école laïque pour les riches, religieuse pour les pauvres. Même, il n'était pas partisan d'un enseignement trop généralisé : les analphabètes sont précieux s'ils vont tous à la messe. L'instruction devait être réservée aux citoyens ayant un commencement d'aisance pour éviter l'attrait de besoins factices entraînant vanités et cupidités. Par contre, Thiers réclamait la suppression complète des écoles normales d'instituteurs. La surveillance de ces derniers était assurée par les évêques, les préfets et les conseillers généraux.

Cette loi Falloux consacrait tout de même, vaille que vaille, le principe de la liberté d'enseignement. La république, nominale sans doute, n'en avait pas moins contraint les députés bourgeois de 1850 à forger malgré eux une loi républicaine. Mais ce n'était plus qu'un pis-aller sournois dont se contentaient aigrement les conservateurs.

L'œuvre sociale des deux assemblées bourgeoises entre 1848 et 1852 tient en une pincée de mesures plus théoriques que réelles sur les logements insalubres, le mariage des indigents et les sociétés de secours mutuel. Magnifique d'entêtement et de courage, Melun tenta de mettre sur pied des “associations ouvrières de production”, mais ne parvint, de son propre aveu, qu'à se faire haïr dans son propre milieu à l'égal de Ledru-Rollin et de Louis Blanc.

Aux élections de 1850, plusieurs candidats de gauche furent élus et le 5% baissa de plus de 2 francs en une seule séance à la Bourse. La droite catholique décida alors de détruire le suffrage universel : au lieu de justifier de 6 mois de domicile pour voter, il fallait justifier, d'un domicile continu de 3 années dans la même commune et la constatation se ferait grâce à l'inscription au rôle de la taxe personnelle. C'était le

rétablissement du vote censitaire et l'exclusion des plus pauvres des électeurs, quelque 3 millions d'ouvriers et de paysans, ce que Thiers nommait "la vile multitude".

Lors des débats sur la loi Falloux, Hugo qui avait en vain adjuré l'Assemblée d'être humaine, avait courageusement reparu à la tribune pour la dénoncer : "Vous vous faites si peu aimer que vous finirez par la faire haïr", entrevoyant déjà la coupure, le fatal divorce entre l'Eglise et le peuple. Aussi dès le 22 septembre 1848, le journal de gauche *l'Émancipation* avait déclaré "les deux ennemis du peuple, les voici : le prêtre et le capital".

Récidive de juin 48, le coup du 2 décembre 51 fut l'entreprise d'un jouisseur endetté qui redoutait de se voir écarté d'un poste lucratif Louis Napoléon Bonaparte. Pour se tirer d'une affaire qui s'engageait mal par un massacre nommé par la suite "opération de police un peu rude" (De Vogüé). La troupe bien payée, abreuvée encore mieux fit ce qu'on lui demandait. Si en 1848, on avait poussé le prolétariat à l'insurrection, cette fois, nulle émeute n'était disponible dans un prolétariat exsangue et saigné à blanc. À la suite du coup d'État, il y eut 26.000 arrestations, 9769 déportés en Afrique ou à Cayenne, 2804 internés en France. : "le coup d'État rendit un inappréciable service : tout ce que le pays comptait de gens besogneux, déclassés ou tarés, toute la grande armée des perturbateurs, c'est ce parti que le coup d'État surprit, châtia, réduisit." (de la Gorce).

Le plébiscite qui suivit pour mettre sur pied le Second Empire fut l'occasion d'appels grandioses aux catholiques pour protéger le pays de la peste rouge, notamment Louis Veillot dans *l'Univers*. Lacordaire ne pensait pas exactement de même : "nous courons au Bas Empire, la violation par la force militaire de la constitution d'un pays est toujours une grande calamité publique qui prépare pour l'avenir l'avilissement progressif de l'ordre public. L'abbé Maret, Mgr Sibour (Paris) n'intervinrent pas ayant le sentiment qu'ils agiraient en vain. Mgr Jacquemet (Nantes) écrivit à Montalembert pour empêcher les prières publiques, mais les prières furent demandées ou plutôt ordonnées et Mgr Sibour, même de mauvaise grâce, chanta le Te Deum pour remercier le ciel d'avoir fait cadeau à la France du coup d'État. Un petit groupe de catholiques républicains voulut obtenir une messe pour le repos de l'âme des massacrés, mais, seul, un pauvre vieux vicaire de banlieue accepta de chuchoter cette messe à l'oreille du Bon Dieu.

Le 2 décembre, on vota pour le rétablissement de l'empire et de nombreux évêques s'illustrèrent, malgré les mauvais souvenirs laissés par le premier, notamment dans ses rapports avec le pape, dans un concours de flagornerie obséquieuse pour l'œuvre de salut social accomplie par le coup d'État et si dignement poursuivie durant un an. Le Père Ventura alla jusqu'à comparer la résurrection de l'empire à celle de Jésus Christ ! Le concours de l'Église dans son ensemble donné à l'établissement du régime autoritaire suscita contre elle la méfiance, la rancune et la haine durable des républicains.

Les gens qui s'étaient emparés du pouvoir par la violence et le meurtre avaient derrière eux les grandes banques. La France est livrée au monopole des compagnies : les dépenses pour l'État, les bénéfices pour les actionnaires. Le prolétariat est réduit à l'impuissance : la promesse de secours de chômage est un principe de ruine et de démoralisation (circulaire ministérielle). La loi de 1867 sur les sociétés anonymes sera la formule juridique qui consacrera l'évolution du capitalisme en quête de cet abri supplémentaire : l'irresponsabilité.

En matière de religion, Louis Bonaparte et ses complices sont des réalistes : dès le lendemain du coup d'état, les évêques avaient vu leur traitement porté à 50f par jour, les archevêques à 69, les cardinaux devenaient de droit sénateurs et l'on traitait les instituteurs en ennemis. Napoléon multiplie les cadeaux, les subventions pour la construction des églises. La troupe reçoit l'ordre de participer aux processions et les fonctionnaires aux fêtes religieuses. On décore du ruban rouge le curé d'Ars, mais on poursuit pour immoralité les *Fleurs du mal* et *Madame Bovary*.

Cependant le pouvoir civil n'entend pas se priver des moyens de contrôle et de pression dont il dispose à l'égard de l'Église avec les Articles Organiques. Le pape qui tente des démarches se heurte à une opposition souriante, mais résolue. En 1860, Roulan définit la politique à tenir : "il faut tenir énergiquement la main à ce qu'aucun acte de la cour de Rome ne puisse être reçu, publié ou distribué en France sans l'autorisation du gouvernement" et on poursuit les désobéissants. Roulan souligne aussi le danger des associations dites de charité qui "sous prétexte de conférences spirituelles groupent les ouvriers de tout état". On dissout des établissements de capucins et de rédemptoristes, on décapite les conférences de saint Vincent de Paul. C'est le temps où Taine, Littré, Renan donnent le ton aux penseurs et au scientisme athée, néanmoins, la religion reste profitable : les billevesées divines sont d'un bon rendement sur la canaille et contribuent à maintenir les pauvres dans une utile obéissance. La sécurité publique repose sur "ces deux armées qui se donnent la main : 400.000 soldats d'un côté et de l'autre 40.000 prêtres et 50.000 religieuses." (Louis Veillot)

Quelques catholiques osaient élever la protestation de l'honneur. L'abbé Maret, le Père Gratry, Mgr Dupanloup et surtout, dans ses sermons, Lacordaire. Napoléon III recula et ne sanctionna pas le grand prédicateur, mais ce fut le dernier sermon de Lacordaire à Paris. Montalembert se redressa lui aussi, mais bien tard, et rien ne pouvait effacer sa conduite des années précédentes. Et s'il oublia ses déclarations et pensa devenir un grand chevalier chrétien moderne, il prétendit être un opposant et ressusciter le *Correspondant*. S'il rassembla des partisans, c'est que, derrière lui, se réunissaient des nantis, inquiets maintenant des idées de l'Empereur en matière de politique économique. Alors que la grande bourgeoisie d'affaires voulait maintenir des droits de douane extrêmement élevés qui assuraient son opulence, Napoléon III s'orientait vers un libre-échange désastreux pour eux. Aussi, on se mettait à rechercher un devenu "indispensable" accord entre l'âme de l'Église et l'esprit de 89.

Louis Veillot dans *l'Univers* fut prodigieux dans le fanatisme et la bassesse et sa relecture de l'Église depuis la saint Barthélémy est un chef-d'œuvre d'affirmations monstrueuses allant jusqu'à insulter encore Armand de Melun qui venait sous la suspicion de ses pairs de proposer un projet d'assistance qui fut jugé tentative inopportune. Ce fut inutilement que Mgr Dupanloup ou Mgr Sibour avaient voulu diriger un mandement contre *l'Univers*. Ils étaient par trop minoritaires et le journal régnait en fait sur la pensée des catholiques français et il était lu par la presque totalité du clergé.

G. Weill peut parler sans erreur du formidable essor de l'anticléricalisme qui accompagne le Second Empire. Lacordaire avait conjuré les catholiques de "rompre avec les hommes qui font le mal au nom de Dieu. Au seuil de la tombe, il flagellera encore "les abjects qui ont déshonoré l'Église, salué César d'une acclamation qui aurait excité le mépris de Tacite et qui aujourd'hui, malgré la leçon des événements, se drapent encore dans leur chute du mal qu'ils ont fait et de la honte dont ils sont couverts. C'est un grand honneur que d'obtenir la haine de tels hommes." La chute concernait l'interdiction de *l'Univers* en 1860 qui reparut immédiatement sous le nom du *Monde*. Montalembert regardait avec épouvante la comédie honteuse qu'il avait contribué à installer : "s'il éclatait aujourd'hui une nouvelle révolution, on frémit à la pensée de la rançon qu'aurait à payer le clergé." Voix sans écho, cris perdus. La chute de l'empire mit les gens de bien(s) à la recherche d'une nouvelle solution.

À la nouvelle de Sedan, un gouvernement provisoire républicain s'établit à Paris. Les premières et rares manifestations anticatholiques furent réprimées, beaucoup de prêtres et de religieuses donnant l'image du dévouement patriotique. Pie IX envoyait 10.000f pour les blessés français et tentait même une médiation avec le roi Guillaume.

Les élections d'où devait sortir l'Assemblée nationale furent opérées avec prestesse : décret le 29 janvier 1871, vote le 8 février. Les conservateurs firent campagne sur le thème de la paix : arrêter au plus vite les hostilités, se rendre, s'entendre à l'amiable avec les Prussiens. Sur la nation assommée par le désastre militaire, cette propagande réussissait. Les masses rurales se montrèrent dociles aux conseils des châtelains : "le paysan, c'est le nombre et il faut maintenant que la main de Jacques Bonhomme nous évite de nous égarer" (George Sand). Les conservateurs furent élus en grand nombre et on vit revenir, toujours aussi

avide, Adolphe Thiers sur lequel les conservateurs royalistes comptaient pour effectuer la transition sans voir qu'il ne travaillerait jamais que pour lui.

La question ouvrière avait pris une grande acuité. Au printemps de 1870, l'Internationale ouvrière réunissait en France près de 245.000 inscrits. Les pseudo-républicains regardaient non sans trouble monter ce flot puissant. À peu près seul parmi les hommes dits de gauche, Victor Hugo soutenait cet effort des opprimés vers la justice. Les grèves de 1869 et janvier 1870 : on avait fait donner la troupe. En mars 1870, grève au Creusot après une réduction de salaire de 45 centimes par jour en moyenne. Monsieur Schneider, en outre Président du Corps législatif, refusait d'entrer en discussion avec ses ouvriers : "je ne parlerai pas avec ces voyous." Le tribunal d'Autun saisi de l'affaire distribua 298 mois de prison aux dits voyous et le mois suivant Émile Ollivier fit incarcérer tous les "individus" qui dirigent des sections de l'Internationale. La guerre est toujours vue comme une solution sociale : on saigne les prolétaires et les commandes à l'industrie lourde enrichissent et les lois du temps de guerre favorisent une action de police plus aisée.

Malheureusement, la guerre est perdue et une indignation s'élève dans le peuple contre les capitulards. On sent trop aussi qu'à Paris l'Assemblée déteste la république et veut s'en débarrasser. Il faut une bonne insurrection à Paris qui permettrait de pratiquer une répression telle que "l'ordre" en sera pour longtemps raffermi. Cri unanime autour de Thiers : "Dieu merci ! les Prussiens sont là" (témoignage écœuré de Flaubert). L'Assemblée s'en va à Versailles près de Bismarck.

L'hostilité violente envers l'Église et les prêtres avait grandi depuis 20 ans. L'accusation d'imposture tant de fois répétée par Voltaire contre les chrétiens avait trouvé crédit tragiquement dans les foules » siècle. L'histoire de la Commune en fournit des preuves cruelles. La fureur antireligieuse faisait rage dans les clubs. La commune ne se contenta pas de prononcer le 1<sup>er</sup> avril la séparation de l'Église et de l'État, elle laissa faire maints pillages dans des églises et des couvents. Cependant pendant toute la durée de la Commune sur 67 églises parisiennes, 55 restèrent ouvertes et le culte s'y tint et St Jean de Belleville, au cœur des combats demeura jusqu'au bout inviolée. L'un des chefs communards Régère conduisait lui-même ses enfants au catéchisme et quand 10 ans plus tard Jules Ferry frappa les congrégations, il se trouva plusieurs supérieurs de couvent pour lui jeter à la face le reproche de se montrer plus persécuteur que la Commune attendu que les religieux avaient pu demeurer dans Paris et tenir leurs écoles ouvertes.

Lorsque les combats commencèrent entre les Versaillais et les défenseurs de la commune, dès le 1<sup>er</sup> jour, les Versaillais inaugurèrent la pratique de fusiller les prisonniers (2 avril). La commune riposta par le décret du 5 avril vouant à la mort 3 otages pour chaque prisonnier assassiné, décret d'intimidation, car le jury créé à cet effet n'avait pas encore tenu une seule séance le 15 mai. L'archevêque de Paris et une centaine de prêtres avaient été arrêtés. Le 8 avril, Mgr Darboy écrivit à Thiers pour le supplier au nom de toutes les lois humaines et divines de renoncer à faire massacrer les prisonniers. Le 12 avril, l'abbé Lagarde, vicaire-général de Paris fut envoyé sur parole par la Commune pour demander à Thiers la libération de Blanqui contre la liberté de l'archevêque et de plusieurs prêtres dont le curé de la Madeleine. Thiers refusa malgré l'entremise du nonce même. Il fallait pousser la Commune à de telles extrémités que la répression, habillée en châtiment, pût revêtir l'ampleur qu'il voulait lui donner.

Le 22 mai, les Versaillais entrèrent dans Paris par une porte non gardée et il eut suffi de 24 heures pour occuper Paris, mais Thiers contint Mac-Mahon. Il fit saisir des prisonniers et même des non-combattants, femmes et enfants, pour les fusiller. La Commune exécuta plusieurs otages. Tout n'était plus que désordre, affolement et anarchie dans Paris. Le 24, Mgr Darboy et 4 prêtres furent fusillés sous les hurlements de la foule. Pour répondre aux exécutions sommaires en masse des Versaillais, et malgré les efforts de membres officiels de la commune (Cournet et Varlin), 20 prêtres et religieux furent lynchés.

Au cours de cette semaine horrible, 74 otages furent immolés. L'armée de Thiers avait tué plus de 17.000 personnes. Les fuyards, par familles entières, furent pourchassés dans les bois de Boulogne jusqu'à Satory. On en tua environ 3000. Les exécutions sommaires se poursuivaient encore au milieu de juin. 26 conseils

de guerre jugèrent 40.000 prisonniers. L'état de siège fut maintenu durant 4 années. La Commune avait fait périr 24 prêtres suite à cette méprise affreuse qui dirigeait contre les serviteurs du Christ le désespoir des opprimés. Le malheur de l'Église était moins d'avoir vu mourir 24 de ses fils que de se sentir protégée et traitée en complice par Thiers et les égorgés versaillais. "Notre armée a vengé ses désastres par une victoire inestimable". La question sociale n'existait plus : solution obtenue par l'écrasement du problème.

Après la Commune, l'Assemblée compta sur le clergé comme un auxiliaire naturel de la bourgeoisie et le budget des cultes passa de 49 à 53 millions. Une chasse aux républicains fut conduite dans le personnel administratif et judiciaire. L'ordre moral s'inaugura de 1871 à 1876 et espionnage et délation s'opèrent en faveur et par les soins des bien-pensants. Mais les premières élections faites après la Commune avaient amené une majorité de républicains, non des socialistes, mais des anticléricaux et petit-bourgeois. Aux yeux d'un réaliste comme Thiers, en flattant et comblant d'avantages les curés on pouvait espérer d'eux un travail utile au repos des nantis. Ce n'était certes point la bonne volonté qui leur manquait, mais l'efficacité, de plus en plus. Si le cléricalisme ne fait plus fortune, pourquoi pas l'anticléricalisme ?

Cette république que les possédants tenaient pour être redoutable peut être somme toute commode. Pour sauver ses privilèges, la bourgeoisie opulente allait utiliser les masses exploitées elles-mêmes. Séparé d'une Église où il voyait son ennemi, le prolétariat se laisserait conduire par quiconque se déclarerait l'ennemi du catholicisme. L'histoire intérieure de la France en cette fin du 19<sup>e</sup> siècle est celle de cette grande duperie : le peuple acceptant aveuglément pour alliés ceux-là mêmes au profit desquels il accusait les prêtres de l'avoir trahi. Le peuple n'écoutait plus les prêtres ? Eh bien on lui promettrait pour l'avenir un soulagement à ses maux et d'abord, on tromperait sa faim en lui jetant à dévorer la vieille complice inutile. La noblesse restait attachée à l'Église par tradition. Chez les hommes de pensée et de science, il y avait nombre d'esprits sincères qui tenaient l'Église pour une force mauvaise au service du mensonge ou de l'absurdité. Le clergé enfin, plus soucieux de quiétude que d'apostolat ne comprit que très lentement le sens de cette tragédie.

Dans cette France d'où s'en allait la foi, l'œuvre chrétienne était toute à reprendre. Il fallait, déclarait le cardinal Ferrata, s'occuper des masses, aller à elles et déraciner les préjugés antireligieux. Ce renouvellement, cette résurrection, le clergé ne sut pas l'accomplir. Et le peuple, de plus en plus, se détachait d'une Église qui lui paraissait étrangère et dont il ne comprenait même plus la raison d'être. Et tandis que les intérêts monarchistes exploitaient les compromissions du clergé, la bourgeoisie anticléricale y trouvait avec allégresse tous les arguments nécessaires au succès de son entreprise.

Dès 1871, Thiers encourageait la Municipalité de Lyon à fermer les écoles des Frères et à interdire la procession annuelle du 15 août. Il donne des gages à gauche par l'anticléricalisme et à droite par le rejet de l'impôt sur le revenu. Mais la droite s'agite et, mis en minorité, Thiers doit démissionner en mai 1873.

Au lendemain de 1870, *l'Univers* et Veillot avaient cru trouver un bon moyen de propagande en soulevant l'opinion catholique contre l'Italie, usurpatrice des États pontificaux. Mais Pie IX refusait l'idée d'un combat sanglant pour rétablir son pouvoir temporel. Ce qui n'empêchait pas Veillot de couvrir d'outrages Mgr Dupanloup dont la sagesse chrétienne s'employait à trouver une autre solution qu'un massacre. Le mot d'ordre de *l'Univers* s'exprimait à l'aide d'un refrain de cantique : "Sauvez Rome et la France au nom du Sacré Cœur" et sauver la France = la débarrasser de la République. C'est la mode des grands pèlerinages (avec l'aide des Chemins de fer) où Mgr Pie déclare : "la France veut un chef ! la France veut un maître. La délivrance viendra d'un Roi Très-Christien". En juin 1873, 150 députés de la droite s'inscrivent pour le pèlerinage de Paray-le-Monial et 100 y viendront. À Lourdes, Charrette et ses Vendéens se font acclamer. "Présentement, le combat est entre les intercesseurs de Marie et les hordes dont Gambetta est le prophète. Pèlerins contre radicaux." (Veillot). En juillet 1873, c'est la naissance du journal *Le Pèlerin*.

Le futur Roi Très-Christien, le comte de Chambord, devient inquiétant : il dénonce le privilège industriel qui domine l'existence même des ouvriers et montrait les classes laborieuses victimes du désordre social. En 1872, il annonçait son intention précise d'assurer à l'ouvrier la dignité de sa vie, les fruits de son travail,

la sécurité de sa vieillesse. S'il s'entêtait à ne pas vouloir du drapeau tricolore, c'est qu'il voulait signifier aux orléanistes de n'avoir pas à compter sur lui pour refaire à leur profit la politique de Louis-Philippe. Beaucoup de conservateurs ne voient que périls à ce rétablissement d'un pouvoir qui conçoit son rôle comme un service et risque de se montrer moins maniable qu'une république à leur service. L'ordre va devenir la cause de la république. Henri V ne montera pas sur le trône. La république est sauvée, c'est-à-dire le régime bourgeois.

L'action catholique se manifestait, outre les pèlerinages, par l'éclosion d'une vaste littérature où la manière apocalyptique se mêlait aux plus pénibles contrefaçons du spirituel. Propagées par la "bonne" presse, ces niaiseries proposaient du catholicisme une affligeante caricature. Mgr Dupanloup, devant cette marée montante de sottise, s'épouvantait et s'efforçait d'empêcher que l'on jugeât l'Église sur ces travestissements dérisoires. Les apparitions, les miracles foisonnaient, mais la désaffection religieuse se poursuivait même dans les populations rurales. En vain avait-on ouvert les petits séminaires aux enfants des "meilleures familles" pour les imbiber d'esprit religieux, en vain, dans les écoles normales d'instituteurs le directeur en personne conduisait les élèves aux offices.

La franc-maçonnerie croissait en importance et c'est dans les Loges que s'organisait le mouvement tournant de la bourgeoisie pour récupérer le terrain perdu par l'Église et empêcher, en les rejoignant, que les foules désemparées posent le problème de la redistribution des richesses. En 1875, Mgr Dupanloup voyant monter ce phénomène écrivait : "Comment faire grief à la foule de nous méconnaître quand nous nous sommes à ce point méconnus ! Comment s'étonner de voir notre symbole insulté quand nous l'avons tant démenti !"

Les élections de 1876 virent l'écrasement des candidats catholiques. Une majorité de plus de 200 voix était assurée à la gauche anticléricale. Pourtant, pendant la campagne, le clergé s'était dépensé sans compter pour les candidats monarchistes. Un seul évêque, Mgr Guibert de Gap, osa le déplorer. Dans *l'Univers*, Mgr Nardi répliqua que les vérités enseignées par l'Église sans être des dogmes doivent être admises et crues sans qu'il soit possible de les refuser. Ainsi le devoir de conscience des catholiques exigeait qu'ils fussent monarchistes.

Après quelques jeux de rôle, suite à la dissolution le 16 mai et le temps donné aux préfets pour faire passer les bons candidats, il fallait constater que tout se déroulait entre "honnêtes gens" citoyens bien rentés à l'abri des dégradantes angoisses de la misère. Louis Blanc et Victor Hugo exceptés et une poignée d'hommes avec eux, gauche et droite étaient reconnaissants au destin, c'est à dire à Thiers, d'avoir fait disparaître de l'actualité le problème social. En témoigne ce grand succès de Mme Fouillé (pseudonyme Bruno) *le Tour de France par deux enfants*. Le prolétariat y est pratiquement passé sous silence hormis les passages très brefs où par hasard se glissent des courageux ouvriers, ombres serviabiles et vertueuses que l'on s'empresse de congédier.

Le drame continue pourtant, égal à lui-même. Combien aujourd'hui ont idée de ce qu'était la vie des classes ouvrières ? Les catholiques étaient fort gênés par la question des associations : régler le statut des congrégations, c'était soulever le problème des associations ouvrières. Même avec un projet édulcoré (pour les ouvriers), la majorité eut peur et préféra laisser les choses en l'état : annoncer un 2<sup>e</sup> vote qu'on ne mettrait jamais à l'ordre du jour. Après de grands mots, on créa une commission de 45 membres dont le rapporteur ne fit qu'une proposition : interdire toujours les rassemblements d'ouvriers.

Question connexe : l'enseignement. En 1871, 600.000 enfants des classes laborieuses ne fréquentaient aucune école ce qui ne dérangeait personne à la chambre. Tant d'analphabètes, était-ce un mal ? Jusque là, les parents avaient le choix entre école d'état ou confessionnelle. La ligue de l'enseignement fondée en 1866 par Jean Macé avait pour ambition de soustraire graduellement l'enseignement à l'influence de l'Église et de rendre à l'Université le monopole. Mais, en 1875, l'assemblée étendit la liberté donnée par la loi Falloux à l'enseignement supérieur. Louis Blanc s'était déclaré prêt à voter la loi si la même liberté était



accordée à la presse et aux associations ouvrières. Mais de cela, il n'était pas question. Les universités catholiques trouvèrent pour s'organiser des sommes énormes (Lille).

La majorité "de gauche" s'engageait dans cette campagne anticatholique, mais refusait d'entendre parler de séparation, car c'eût été se priver d'une arme efficace, il fallait utiliser le concordat de Bonaparte et ses dispositions restrictives, mais sans hâte pour faire durer le jeu le plus longtemps possible. Ferry voyait dans le concordat la garantie la plus précieuse des droits de l'État.

Le gouvernement décida de s'attaquer d'abord aux jésuites. L'immolation des Jésuites avait déjà servi à Louis XV et à Louis-Philippe. Le projet Jules Ferry du 15 mars 1879 comportait l'article 7, bien vite fameux : "Nul n'est admis à diriger un établissement d'enseignement public ou privé, de quelque ordre qu'il soit, ni à donner l'enseignement, s'il appartient à une congrégation non autorisée." Louis Blanc, égal à lui-même, repoussa l'article si on n'accordait pas aux ouvriers la liberté d'association. Mais l'importune question des syndicats fut écartée et les décrets du 29 mars 1880 prescrivirent à la fois la dissolution des Jésuites et l'obligation pour toutes les congrégations non autorisées d'adresser au pouvoir civil une demande d'autorisation.

Léon XIII qui, en 1878, avait succédé à Pie IX discernait la partie qui se jouait et ce peuple qui perdait la foi, il importait de briser d'abord, devant lui cette terrible méprise qui lui faisait prendre l'Église pour le parti de ses ennemis. Il savait qu'il pouvait compter pour cela sur quelques chrétiens clairvoyants, Étienne Lamy, de Mun, Mgr Guilbert. Mais *l'Univers* continuait ses manœuvres forcenées contre la République. En 1878, Mgr Fava de Grenoble n'avait pas permis qu'on célébrât dans sa cathédrale un service pour Mgr Dupanloup et en 1879 Mgr Forcade (Aix) avait fait des démagogues un portrait brillamment enlevé les accusant d'être des fils du diable.

En 1880, réunis en conférence, les Supérieurs des congrégations se refusèrent à la démarche humiliante de demande d'autorisation. Le gouvernement qui ne voulait pas aller trop loin fit savoir au nonce qu'il se contenterait d'une simple déclaration d'ordre politique attestant que les congrégations n'étaient pas hostiles à la république. Léon XIII chargea Mgr Lavigerie de rédiger un projet de déclaration en ce sens. Les monarchistes s'émurent : l'honneur de la France était en jeu et le comité des Supérieurs rejeta le projet établi sur les conseils du Vatican. Léon XIII intervint en personne. Si des évêques furent scandalisés, il leur fallut néanmoins transmettre aux supérieurs le texte pontifical. L'abbé de Solesmes le repoussa, mais la plupart des supérieurs, dociles au désir du Saint-Père signaient. C'est alors que le journal royaliste de Bordeaux *La Guyenne*, contrairement au désir du pape qui avait recommandé sagement que l'on n'en fit pas communication à la presse, publia une copie de la Déclaration. Aux expulsions de juin des jésuites succédèrent celles de novembre. Les catholiques avaient en vain tenté de créer en France un mouvement d'opinion pour s'opposer aux persécutions. Les pétitions ne recueillirent que peu de signatures et les élections de 1881 renforcèrent le succès des républicains.

Le 20 janvier 1880, Jules Ferry déposa son projet sur la gratuité de l'enseignement public. Mgr Freppel, pour le combattre, choisit les pires arguments : après la théorie de l'État instituteur universel viendra la théorie de l'État nourricier universel (prélude à l'assistanat). Vint ensuite, suivant le plan de la Ligue de l'Enseignement, la laïcité de l'enseignement ce qui se comprenait, les catholiques n'étant plus majoritaires. Les cours de religion seraient donnés ailleurs qu'à l'école. Aucune conscience n'était violente, mais les catholiques préférèrent hurler, énumérer les "persécutions" du pouvoir et blâmer la faiblesse de Rome.

La politique anticatholique de la gauche se poursuivit : rétablissement du divorce, amputation du budget des cultes, expulsion des aumôniers et des religieuses dans les hôpitaux. Sensible au fait que, par leur attitude, c'étaient les catholiques qui provoquaient l'anticléricalisme, Léon XIII lança en 1884 et en 1885 deux encycliques où il réaffirmait que l'Église devait veiller à ce que personne ne soit forcé d'embrasser

la foi catholique contre son gré surtout lorsque l'unité religieuse d'une nation est brisée et ne condamne pas les chefs d'État qui tolèrent que chaque culte ait sa place dans l'État. Ces exposés calmes et nobles révélaient le visage d'une Église qu'on s'appliquait à rendre haïssable et pour la 1<sup>ère</sup> fois un document pontifical était accueilli par presque toute la presse de gauche avec respect et la droite ne cachait pas son malaise. De Mun, fervent royaliste, mena avec lui-même un douloureux débat.

L'anticléricalisme semblait quelque peu s'apaiser et si la laïcisation du personnel enseignant s'appliquait graduellement, le gouvernement ferma les yeux sur le retour silencieux des congréganistes expulsés. Une pacification réelle s'annonçait. C'est alors que Drumont chercha à faire de la haine des Juifs un ciment nouveau pour ce bloc du catholicisme français dont l'unité politique se trouvait menacée par le Vatican. Mais l'antisémitisme fut tenu en réserve, l'agitation boulangiste paraissant offrir à la droite une occasion inespérée rappelant le coup de 1852. Tant que le Général Boulanger se réclama de gauche, *l'Univers* n'eut pour lui que des sarcasmes, mais quand il attaqua la république, il rallia tous les catholiques au grand désespoir de Léon XIII, assistant impuissant à cette nouvelle folie et aux insultes immondes prodiguées contre les rares évêques qui refusaient de soutenir cet aventurier discrédité dont l'aventure s'acheva heureusement misérablement.

La Gauche ne fit pas payer à la droite cette nouvelle campagne, car la question sociale reparaisait et le prolétariat bougeait à nouveau. En 1884, la chambre s'était résignée à voter la loi autorisant les syndicats professionnels. Depuis 20 ans que la République existait en France, depuis 12 ans qu'elle était aux mains d'hommes dits de gauche, les réformes se limitaient en tout et pour tout à la loi sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures (mais aucune inspection n'était prévue) et à la loi sur les syndicats. Bientôt les attentats anarchistes viendront augmenter les terreurs et Jules Ferry déclarait maintenant : "le péril est à gauche".

Les républicains au pouvoir avaient le choix entre 2 tactiques : redonner vie à la persécution anticléricale en espérant voir les foules ouvrières mordre à nouveau à cet appât ou se rapprocher insensiblement de l'Église sans éclat et sans paroles imprudentes qui engageraient l'avenir. La première étant usée, ils optèrent pour la seconde et cela s'appela "l'esprit nouveau". C'est alors que l'œuvre des cercles d'Albert de Mun refit des propositions sociales malgré la volonté d'inertie et de résistance des possédants. En 1878, de Mun définit la doctrine du libéralisme économique : le plus faible livré sans défense à la merci du plus fort. En 1884, il avait voté la loi sur les syndicats redoutant déjà qu'elle ne laisse la classe ouvrière bien mal défendue devant ses oppresseurs, les patrons qui allaient eux aussi s'organiser. Ceux qu'on allait appeler les catholiques sociaux s'organisaient : "la charité ne commence que lorsque la justice est satisfaite." Mais il ne s'agissait pas de réformes de structure, seulement de correctifs ne mettant pas en cause le régime capitaliste.

De Mun devenait néanmoins dangereux. Lorsqu'après avoir réclamé le repos dominical, l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, et le secours aux travailleurs en cas de maladie ou de chômage il déposa une loi en se prononçant pour l'assurance obligatoire et la reconnaissance du risque professionnel sur les accidents du travail, les conservateurs firent grand bruit des applaudissements recueillis par de Mun à l'extrême gauche. Mais de Mun n'était pas seul. La Tour-du-Pin lui-même acceptait l'idée interventionniste et le courageux Harmel avait organisé dans son entreprise des consultations gratuites, une caisse de secours pour les infirmes et les vieillards et des conseils d'usine avec des délégués ouvriers.

De Mun fut accusé d'exagérer les malheurs de la classe ouvrière et tous les chefs laïques et certains religieux du catholicisme français exhortait les catholiques à faire bloc contre tout projet de législation du travail, déclarant que la charité privée, individuelle suffit à tout. Sans illusion sur les dirigeants bourgeois, Léon XIII en 1888 soutint l'affaire des Chevaliers du travail, ligue ouvrière catholique aux États-Unis qui voulait arracher au patronat la journée de 8h. et l'uniformisation des salaires à travail égal. Pour comble, dans son encyclique de 1890, le pape avait fait entendre une fois de plus aux monarchistes qu'il fallait cesser de faire confondre la cause de Dieu et la cause du roi et le 12 novembre 1890, le cardinal de la

Vigier prononçait à Alger sa célèbre allocution constituant une adhésion formelle à la République. Le cardinal reçut des lettres d'insultes tâchées d'ordure et, dans son ensemble, l'épiscopat se montra atterré.

Et, tandis que la troupe ouvrait le feu sur les grévistes de Fourmies, le 1<sup>er</sup> mai 1891, le 15 mai, le pape publiait *rerum novarum*. Après une condamnation du prêt à intérêt, du fait de livrer à la merci de maîtres inhumains des travailleurs isolés et sans défense, il portait une condamnation contre le libéralisme, marquait d'infamie les spéculateurs qui, ne faisant aucune différence entre un homme et une machine abusent les travailleurs sans respecter en eux la dignité de l'homme. La justice sociale est l'une des destinations essentielles du pouvoir civil. Elle récusait néanmoins le droit des travailleurs à se révolter contre la situation intenable qui leur était faite.

L'encyclique produisit dans les milieux de droite une stupeur, les troublant dans la sécurité de leurs profits et dénonçant le monstrueux système dont ils tiraient leurs biens immenses. Les royalistes furent affolés. Devant l'imminence d'une déclaration pontificale, le Comte de Paris envoya des parlementaires au Vatican puis on repensa au parti catholique apolitique en apparence, mais le 16 février 1892, l'acte attendu éclata : Léon XIII fit savoir aux catholiques français qu'il attendait d'eux un ralliement loyal à la République.

Le personnel gouvernemental dit de gauche regroupant les profiteurs de l'anticléricalisme fut consterné. Il voulut jeter le doute sur la sincérité du ralliement et maintenir la nécessité de vaincre les cléricaux. Cette attitude fut grandement facilitée par l'attitude du clergé et des fidèles catholiques. En 1892, les députés royalistes rejetèrent l'encyclique. Un néo-gallicanisme renaissait ainsi qu'un anticléricalisme de droite qui devait trouver sa meilleure expression dans *l'Action française*. Ne pouvant s'en prendre au pape, on s'en prenait à tous ceux qui soutenaient son action. Le spectacle de ce qui se passait en Amérique où un catholicisme pouvait se développer et croître sous un régime démocratique leur était intolérable.

La majorité républicaine qui sortit des élections de 1893 était formée d'hommes qui répugnaient à toute réforme profonde et donna la Présidence du Conseil à Casimir Perrier, l'homme des trusts. L'effroi des possédants à la pensée d'une transformation profonde du régime social ne suffisait pas à expliquer le déclin visible de l'anticléricalisme. Plus d'un républicain incroyant, mais loyal, plus d'un socialiste envisageaient une réconciliation pour le bien de la nation. L'esprit nouveau qui n'avait été qu'une tactique devenait peu à peu une réalité. La droite conservatrice et royaliste ne pouvait s'en accommoder. Lorsque la loi de finances voulut simplifier et alléger la taxe d'accroissement qui frappait les congrégations, elle s'empara de ce projet pour tenter de contrecarrer les efforts de conciliation en le présentant comme une nouvelle déclaration de guerre à l'Église. Après des manœuvres douteuses, insultantes, imbéciles, marquées de mensonges constants, les 2/3 des établissements congréganistes refusèrent de payer et du 1<sup>er</sup> avril 1896 à novembre 1899, l'administration dut faire rendre 524 jugements pour les contraindre à respecter la loi qui les favorisait. Cette lamentable affaire déconsidéra encore plus chez les foules le catholicisme français.

En novembre 1895, un nouveau ministère presque exclusivement maçonnique prit la relève. Les grèves de Carmaux avaient jeté l'effroi aussi bien auprès de la bourgeoisie anticléricale que dans les salons royalistes et le grand ministère maçonnique ne fit rien contre le clergé fermant les yeux sur le retour des jésuites.

La France ouvrière suivait des yeux le combat de l'abbé Lemire pour le bien insaisissable des travailleurs. Le Congrès ouvrier de Reims réuni en 1896 par Lemire, et de Mun réclamait la personnalité civile complète et sans restrictions pour les syndicats. Au niveau du clergé, un redressement immense s'imposait, l'enseignement de la théologie était désastreux. On eût dit que l'on s'appliquait à proscrire chez les futurs prêtres toute vie spirituelle leur faisant prendre pour la perfection absolue l'abdication de toute pensée. Le clergé se noyait sous un flot de puérités. Chez trop de prêtres, note Lamy, la notion de service disparaît. Assurément les écoles libres étaient florissantes, mais on n'y trouvait guère que les

enfants de la riche bourgeoisie et de l'aristocratie. Des libres-penseurs n'hésitent pas à y envoyer leurs enfants pour qu'ils y soient à l'abri des doctrines subversives.

Le ministre Léon Bourgeois tombait en 1896 sur le projet de l'impôt global et progressif sur le revenu, chute significative qui avait vu l'union de la droite et d'une ample partie de la gauche. La France changeait. La baisse des vocations qui angoissait Léon XIII repartait à la hausse, mais on imagine mal ce que devait endurer de la part des chefs de la droite et de leurs alliés le petit nombre de prêtres qui s'étaient voués au travail chrétien que le pape conjurait le clergé d'entreprendre.

Et voici qu'allait surgir cette affaire Dreyfus où dans le déchaînement des passions apparût avec une clarté terrible l'âme que s'étaient faite tant de chrétiens démissionnaires dont l'apparente fidélité ne servait qu'à perdre aux yeux des incroyants cette Église dont ils se disaient les champions. L'antisémitisme avait été déterré contre la république par Mgr Freppel et Drumont. Il venait de resurgir et quand le frère de Dreyfus firent aux chrétiens l'honneur de vouloir prendre avec eux la défense de la vérité, la réponse de de Mun, lui-même, et de l'archevêque de Paris fut affreuse.

Drumont posa sa candidature à Alger déclenchant des pogroms. La *Croix* s'écria que, ce jour-là, Alger avait témoigné pour le Christ. Le déferlement de haine lors de la révision du procès fut épouvantable. En vain s'était formé un *Comité catholique pour la défense du droit*. Leur voix était couverte par la marée d'injures. Du moins constituaient-ils le témoignage pour le Christ qui s'élève à toutes les époques depuis 2000 ans. Léon XIII avait essayé d'empêcher que l'on déshonorât l'Église et voulu rappeler à l'ordre la *Croix*. Il avait fait savoir aux Assomptionnistes qu'il les invitait à quitter la direction du journal, mais la *Croix* annonçait à ses lecteurs qu'elle poursuivait sa tâche ayant été prise en mains par un charitable industriel du Nord.

En parlant de l'Affaire, Léon XIII avait déclaré : " la vraie accusée ne serait-elle pas la République ? Heureuse la victime que Dieu reconnaît assez juste pour assimiler sa cause à celle de son propre fils sacrifié. " Ce fut dans la presse catholique un tremblement de colère qui ne provoqua aucun démenti du Vatican. Alors des grandes dames organisèrent des neuvaines pour la délivrance de l'Église, c'est-à-dire la mort du pape.

Il n'est pas douteux que l'affaire Dreyfus fût la cause déterminante du mouvement anticlérical qui donna lieu en 1901 à la loi sur les associations et en 1905 à la loi sur la Séparation. Les haines contre le clergé assoupies depuis des années ressurgirent. Waldeck-Rousseau reprit la technique Ferry de lutte contre les congrégations. Lorsqu'arrivèrent les élections de 1903, le Père Coubé à Lourdes annonça : " il n'y aura que 2 candidats, Jésus Christ et Barabbas. " En vain Léon XIII exhortait-il les prêtres à vivre parmi le peuple. Ceux qui se donnaient pour les héritiers de sa pensée multipliaient les attaques contre ceux qui prenaient ses encycliques au sérieux.

Un bloc d'anticléricals se forma et en 1903, Combes prit le pouvoir. Il promit aux socialistes l'impôt sur le revenu et les retraites ouvrières, mais pour plus tard cependant qu'il pratiqua, effectivement cette fois, la politique des expulsions. Il fallait cette fois du tapage républicain pour étourdir le peuple. 3000 écoles congréganistes furent fermées, on enlevait les crucifix des prétoires et interdisait aux prêtres de se présenter à l'agrégation. Jaurès épaulait Combes. Sa sincérité était évidente comme sa passion du bien public et sa volonté fervente de construire une cité juste ; mais telle était la rançon du long divorce entre l'Église et les multitudes qu'on pouvait voir à côté de Jaurès, plus d'une âme noble, plus d'un cœur loyal prendre pour une erreur inhumaine cette vérité divine qu'ils ne connaissaient plus. (Henri Guillemin)

Léon XIII mourut le 20 juillet 1903. lorsque la presse publia la nouvelle de la mort du pape, les journaux de gauche furent déférents. L'extrême gauche se lassait de soutenir un gouvernement qui, en 2 ans et demi n'avait ni accompli ni amorcé la moindre réforme sociale. Elle s'inquiétait de voir la Chartreuse adjudgée à la moitié de son estimation à l'industriel Cusenier. Disgracié, Combes s'accrocha à son pouvoir, mais dut quitter la place le 19 janvier 1905, ayant lutté obstinément contre la loi de Séparation. Il

avait même préparé en désespoir de cause un plan de réorganisation qui n'était qu'une nouvelle Constitution civile du clergé.

Briand, appuyé par Jaurès proposa le projet le plus libéral et pacificateur qu'il était possible de faire accepter à cette chambre. "J'ai horreur de la guerre religieuse" (et il ne mentait pas). Il souhaitait une séparation loyale et non un piège tendu à l'Église. Dès lors, le gouvernement perdait toute faculté d'intervenir dans la nomination des évêques. Assemblées et conciles épiscopaux devenaient libres et l'Église entrait dans le droit commun.

Depuis 5 années, un groupe de catholiques constitué sous l'impulsion d'un jeune polytechnicien, Marc Sangnier fondait le *Sillon*. "Pour le Christ et par le peuple". Aussitôt accueilli par les haines furieuses de la droite, le *sillon* où revivait l'esprit du premier Lamennais avant qu'il fût écéuré au point de devenir un ennemi de l'Église, l'esprit de Lacordaire et Ozanam allait contribuer à changer le climat spirituel de la France. Mais le 25 août 1910, le couperet tomba. Benoit XV avait paru laisser à Marc Sangnier une assez grande latitude à condition qu'il n'engage pas l'Église avec lui, mais Pie X condamna le mouvement. Le pire est que cette condamnation était incroyable parce qu'elle ne contenait pas un mot de reproche sur la foi, mais était proférée d'un point de vue uniquement politique et social : " Vous prétendez qu'il faut modifier les classes. Or les classes ont été instituées par Dieu. L'ordre du monde est fait par Dieu."